

## Tendances conjoncturelles

### 4<sup>e</sup> trimestre 2013

## LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

### Amélioration de l'indicateur du climat des affaires

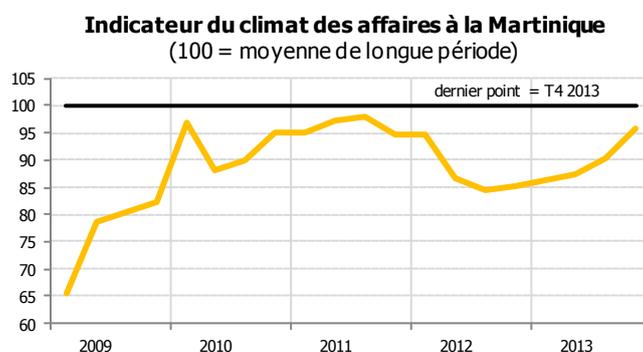
Au quatrième trimestre 2013, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est en hausse de 5,2 points, dans le sillage de l'amélioration observée depuis le quatrième trimestre 2012. A 95,7 points, il reste toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-4,3 points).

Cette évolution favorable de l'ICA s'explique principalement par les anticipations positives des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir. Leur jugement sur le trimestre passé, notamment concernant l'activité, contribue également, mais dans une moindre mesure, à la progression de l'indicateur.

Bien que peu vigoureuse, la consommation des ménages résiste.

Les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise demeurent en retrait, mais dans une moindre mesure par rapport au précédent trimestre.

L'activité est globalement mieux orientée. Elle évolue favorablement dans le secteur des industries agroalimentaires, du tourisme et des services aux entreprises. En revanche, elle est peu dynamique dans le BTP et les autres industries. Enfin, elle est stable dans le commerce.



### VERS UNE AMÉLIORATION DE LA CONJONCTURE RÉGIONALE EN 2014 ?

Selon l'ONU, la croissance caribéenne progresse de 2,4 % en 2013, un rythme toutefois inférieur à celui des deux dernières années. En 2014, la reprise progressive amorcée dans les économies développées devrait permettre de stimuler le secteur du tourisme et de favoriser indirectement la reprise dans les autres secteurs de l'économie. Selon l'ONU, la croissance globale du PIB de la région devrait atteindre 3,3 % en 2014.

Les performances des îles de la Caraïbe sont néanmoins hétérogènes. A la **Barbade**, la fréquentation touristique est orientée à la baisse. Ainsi, en données cumulées à fin décembre, le nombre de visiteurs est en repli de 2,2 % sur un an et la croissance du PIB ne ressort qu'à +0,2 % (+0,7 % en 2012). Les prévisions de croissance pour 2014 sont en hausse (+1,0 %).

En **Jamaïque**, la croissance est également réduite (+0,2 % en 2013) sous l'effet de l'ajustement fiscal, de la faiblesse de la demande intérieure et du remboursement de la dette. Toutefois, les prévisions pour 2014 semblent plus favorables, avec une progression du PIB estimée à 1,2 %.

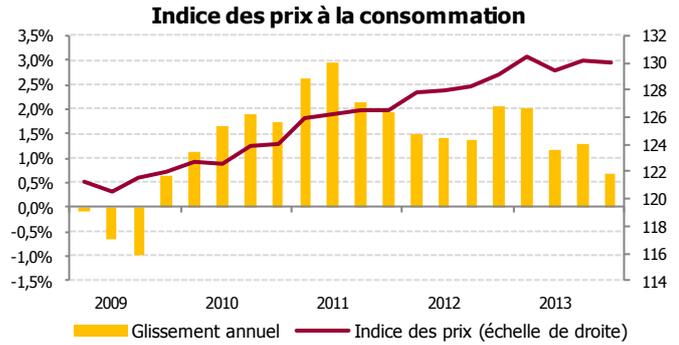
Au final, la croissance de la zone caraïbe en 2014 devrait être principalement soutenue par celle de la **République dominicaine** (+2,5 % en 2014, contre +2,5 % en 2013) et celle d'**Haïti** (+3,5 % en 2014, contre +2,8 % en 2013).

Source : ONU

## Inflation maîtrisée

L'indice des prix à la consommation (IPC) est en très légère baisse au quatrième trimestre (-0,1 %, après +0,5 % au trimestre précédent). Alors que les prix des services sont en hausse (+1,0 %), les prix des produits alimentaires et des produits manufacturés sont stables (-0,1 % et -0,1 %) et ceux de l'énergie en baisse (-3,2 %).

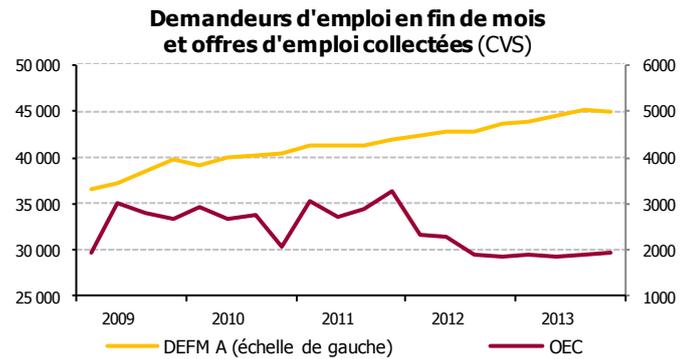
Sur un an, les prix connaissent une hausse mesurée (+0,7 %), en lien avec l'évolution constatée pour l'alimentation (+1,8 %) et les services (+1,1 %). Toutefois, la baisse significative des prix de l'énergie (-2,1 %) contribue à maintenir l'inflation à un niveau bas.



## Marché du travail dégradé

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) connaît une légère baisse au quatrième trimestre (-0,8 %, CVS) et s'élève à 44 875 (CVS) à fin décembre. Le nombre d'offres d'emploi enregistrées est pour sa part orienté à la hausse (+1,9 %, CVS). Cependant, le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi augmente (+1,1 %, CVS).

Sur un an, malgré des offres d'emploi favorablement orientées (+3,7 %, CVS), les indicateurs se dégradent. Le nombre de demandeurs d'emploi et d'allocataires de Pôle emploi s'inscrivent en hausse (respectivement +2,7 % et +1,3 %, CVS).



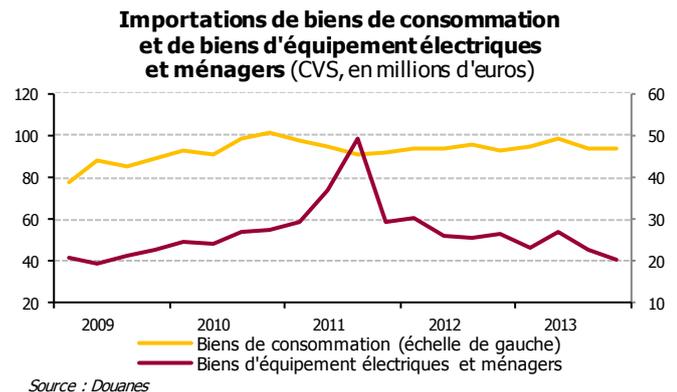
## Manque de vigueur de la consommation des ménages

La consommation des ménages reste peu vigoureuse au quatrième trimestre. Les importations de biens de consommation diminuent légèrement par rapport au trimestre précédent (-0,4 %, CVS) tandis que les immatriculations de véhicules de tourisme (-2,7 %, CVS) et les importations de biens d'équipement électriques et ménagers (-9,5 %, CVS) poursuivent leur baisse.

Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font part d'une activité stable. Toutefois, malgré la hausse du chiffre d'affaires des hypermarchés (+2,2 %), la baisse des recettes de TVA et d'octroi de mer traduisent le manque de dynamisme de la consommation en fin d'année.

Confirmant le comportement prudent des ménages observé depuis plusieurs trimestres, les indicateurs de vulnérabilité continuent de s'améliorer. En effet, les retraits de cartes bancaires (-2,9 %), les incidents de paiement sur chèques (-2,4 %) et le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-2,4 %) sont en repli.

Enfin, l'encours de crédits à la consommation des ménages est stable sur le trimestre (+0,6 %), mais reste en repli sur un an (-2,7 %).



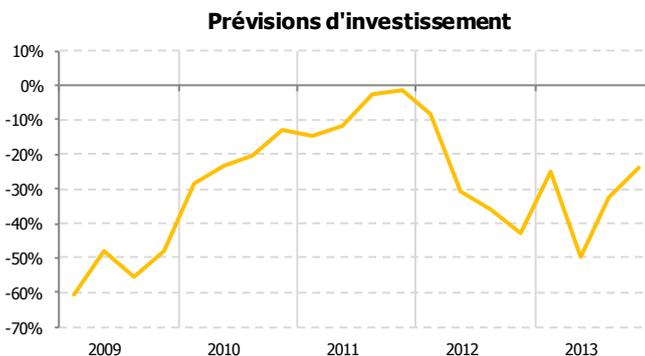
## Moindre dégradation de l'investissement des entreprises

Les intentions d'investissement à un an restent dans l'ensemble dégradées. A l'exception du BTP et des industries agroalimentaires, pour lesquels les chefs d'entreprise souhaitent maintenir l'outil de production à niveau, les prévisions d'investissement sont en baisse dans l'ensemble des secteurs.

Les importations de biens d'équipement enregistrent une hausse sur le trimestre (+3,0 %, contre -5,1 % au précédent trimestre, CVS), alors que les immatriculations de véhicules utilitaires reculent (-10,9 %, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises connaissent des évolutions contrastées. Les incidents de paiement sur effets de commerce sont en hausse tant en nombre (+3,3 %) qu'en montant (+21,8 %). En revanche, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en repli (-1,9 %).

Parallèlement, les encours de crédits d'investissement des entreprises progressent au cours du trimestre (+3,0 %), mais sont en baisse sur un an (-2,7 %).

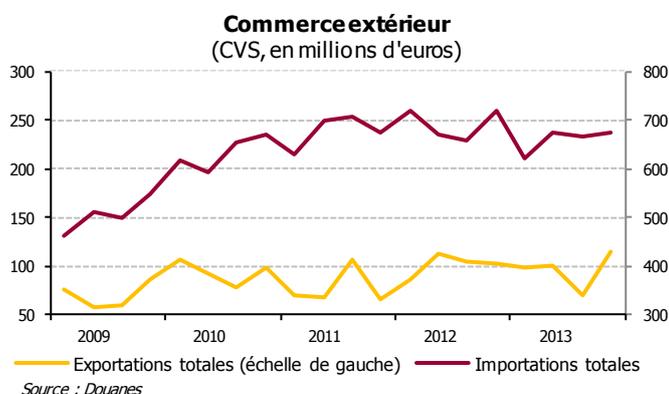


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Progression des échanges extérieurs

Les importations progressent globalement (+1,0 %, CVS), en lien avec l'évolution des importations d'hydrocarbures (+48,9 %). Hors produits pétroliers, la croissance des importations s'explique par l'évolution des postes « matériels de transport » (+20,4 %) et « équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique » (+19,6 %).

Pour leur part, les exportations sont globalement en hausse (+81,7 %, CVS), du fait de la progression des exportations des produits pétroliers. Ces dernières ont été multipliées par trois sur la période. Hors produits pétroliers, elles sont en baisse (-0,5 %, CVS), en raison de la contraction des exportations de matériel de transport (-42,9 %) et des produits de l'industrie agroalimentaire (-14,6 %).



Source : Douanes

## UNE ACTIVITÉ GLOBALEMENT MIEUX ORIENTÉE

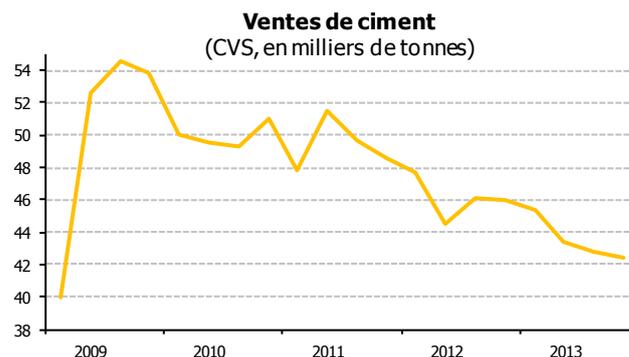
Les résultats de l'enquête de conjoncture révèlent une progression globale de l'activité au quatrième trimestre. La stabilité des charges d'exploitation et la baisse des prix accompagnent cette évolution. Parallèlement, les tensions sur la trésorerie diminuent, ce qui est de nature à favoriser le retour à une meilleure santé financière des entreprises.

L'activité du **secteur primaire** est contrastée. Les exportations de produits agricoles sont en hausse en valeur (+15,2 %, CVS), mais les expéditions de bananes diminuent en volume (-23,4 %, CVS) par rapport au quatrième trimestre.

L'activité du secteur **agro-alimentaire** se maintient. La stabilité des stocks permet d'améliorer la trésorerie. Par ailleurs, le secteur procède à de nouveaux recrutements. La production de rhum progresse au cours du trimestre (+25,7 %, CVS), alors que les exportations de produits agroalimentaires diminuent (-14,8 %, CVS).

Dans le **secteur industriel**, les chefs d'entreprise font part d'un courant d'affaires dégradé.

La situation des entreprises du **BTP** reste difficile. Les ventes de ciment sont en repli (-0,8 % sur le trimestre, CVS), de même que les attestations de conformité délivrées par le Consuel (-40,4 %, CVS). Pour autant, les chefs d'entreprise poursuivent leur effort d'investissement, vraisemblablement en raison de la hausse des octrois de permis de construire.



Source : Ciments Antilles

L'activité commerciale tend à se stabiliser en dépit du manque de vigueur de la consommation des ménages. Le chiffre d'affaires des hypermarchés continue de croître (+2,2 %, CVS), alors que les importations de biens de consommation et les ventes de véhicules de tourisme sont en baisse (respectivement -0,4 % et -2,7 %, CVS). L'encours des crédits à la consommation est stable sur le trimestre (+0,6 %). Les ménages privilégient les dépenses alimentaires à celles dédiées à l'équipement du foyer.

Dans le prolongement de la dynamique amorcée aux trimestres précédents, l'activité du secteur du **tourisme** reste favorablement orientée. Le trafic de passagers à l'aéroport est en hausse (+5,0 %, CVS) et le nombre de croisiéristes poursuit sa progression (+48,8 %, CVS). Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation des hôtels relevé à fin octobre est supérieur de 6,1 points à celui enregistré un an auparavant (48,3 %, contre 42,2 %). Enfin, le nombre de nuitées est en progression de 3,3 % sur un an (en données cumulées à fin octobre).

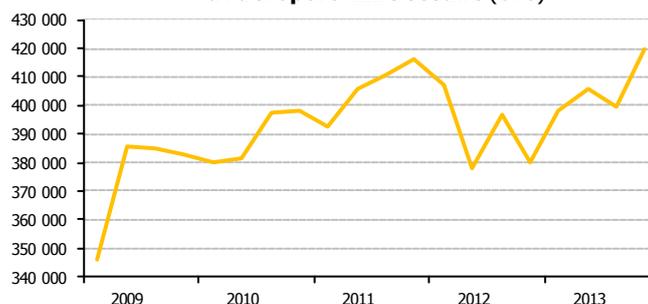
Les dirigeants du secteur des **services aux entreprises** font part d'une amélioration de leur activité, en lien avec le maintien des carnets de commandes et l'amélioration des charges d'exploitation. La situation financière du secteur reste toutefois fragile.

**Chiffre d'affaires des hypermarchés**  
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

**Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)**



Source : CCIM

## ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE TOUJOURS FRAGILE

La croissance mondiale se renforce au cours du deuxième semestre 2013, le Fonds monétaire international (FMI) révisant à la hausse sa projection sur l'année à 3 %. Le rebond des exportations est le principal moteur de la reprise dans les pays émergents alors que, dans les économies avancées, l'accélération de la croissance est due essentiellement à l'augmentation des stocks. Cependant, en dépit de ce début d'éclaircie, la situation de l'économie mondiale n'est pas exempte de fragilités ni de risques, en raison notamment de la sous-utilisation des capacités de production dans les pays avancés et de la faiblesse de la demande intérieure dans les pays émergents. La croissance mondiale devrait s'accélérer légèrement en 2014 et atteindre 3,7 % selon le FMI.

Selon une première estimation, l'économie américaine croîtrait de 0,8 % au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2013, la croissance atteint 1,9 %, soit un rythme plus faible qu'en 2012 (+2,8 %). L'activité est tirée principalement par la consommation des ménages, qui contribue pour 2,3 points à la croissance et, dans une moindre mesure, par le commerce extérieur, grâce à une progression plus rapide des exportations que celle des importations. Sur la même période, le PIB américain ralentit du fait du recul des dépenses fédérales (-12,6 %).

Au quatrième trimestre, le PIB de la zone euro croît de 0,3 % (après +0,1 % au trimestre précédent). Il s'agit du meilleur chiffre depuis le deuxième trimestre 2011. Sur l'ensemble de l'année, le PIB se contracte néanmoins de 0,4 %. La reprise modérée en fin d'année s'appuie, en grande partie, sur les exportations, notamment allemandes, tandis que la consommation privée est atone. Le FMI table sur une croissance moyenne de 1 % pour la zone euro en 2014.

Stable au troisième trimestre, le PIB de la France progresse de 0,3 % au quatrième trimestre, la croissance s'inscrivant à 0,3 % en 2013. Le PIB retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de 2008. Cette hausse est imputable notamment à la consommation des ménages, au commerce extérieur et aux investissements qui rebondissent après sept trimestres consécutifs de baisse (+0,6 % après -0,3 %).

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement atteindrait 4,7 % en 2013. La croissance chinoise rebondit au second semestre grâce à l'accélération de l'investissement. Parallèlement, elle suit le même mouvement en Inde, en raison notamment d'une plus forte progression des exportations. Toutefois, les retraits de capitaux et la volatilité des changes pourraient s'accroître dans certains pays émergents en 2014.

Les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales du G20, réunis à Sydney les 22 et 23 février, ont convenu de « développer des politiques ambitieuses mais réalistes » dans un but d'accroissement collectif de la croissance et, ce, afin d'accélérer la sortie de crise. Les banques centrales « maintiennent leur engagement que les décisions de politique monétaire continueront à être soigneusement calibrées et clairement communiquées, dans le cadre de l'échange continu d'informations et en étant conscients de leurs impacts sur l'économie mondiale. »

Sources : FMI, INSEE, Eurostat, U.S. Department of Commerce, G20